Il faut probablement remonter au ministre de l'Agriculture du cabinet Diefenbaker pour trouver l'origine de leur formation. Je pense qu'il était député de Qu'Appelle-Moose Mountain. Un ministre des Transports de l'administration actuelle, qui a déjà représenté la circonscription de Saskatoon-Humboldt, a été nommé vice-président de Pioneer Grain à titre de récompense. Quant à la dernière administration conservatrice, elle nous a donné l'actuel critique du parti conservateur, qui a été ministre pendant très peu de temps. Tous ces ministres ont soit contribué à la bureaucratie, soit obéi aux ordres des bureaucrates, qui ont maintenant décidé qu'il fallait supprimer le tarif du Nid-de-Corbeau. Par la même occasion, ils ont décrété qu'il fallait dénigrer autant que possible la Commission canadienne du blé.

Ces administrations successives nous ont donné une politique sur les grains de provende, un système de marché libre et un coordonnateur du transport des céréales, qui ont tous réduit l'efficacité de la Commission.

Il a été très intéressant d'écouter ce soir les députés qui ont pris la parole jusqu'ici. Malheureusement, je ne peux critiquer les membres du gouvernement parce qu'ils n'ont pas dit un mot. Je peux cependant critiquer les autres, et je ne pense pas que vous puissiez me dire, monsieur le Président, que mes propos sont à côté de la question puisque vous ne l'avez fait pour aucun de ces députés. L'honorable député de Crowfoot (M. Malone) a parlé tantôt de la nouvelle bureaucratie qu'entraînera le projet de loi. J'aimerais signaler à l'honorable député de Crowfoot que le gouvernement albertain, qui est un gouvernement conservateur très fort, a le nombre le plus élevé de députés et de bureaucrates par habitant parmi les quatre provinces de l'Ouest. Alors, d'où vient la bureaucratie?

L'honorable député de Wetaskiwin (M. Schellenberger) a dit que la nomination d'un coordonnateur du transport des céréales a été la meilleure chose à se produire dans ce domaine. Il a oublié de dire que l'efficacité du coordonnateur du transport des céréales n'avait vraiment pas grand-chose à voir avec le parti conservateur, et qu'après trois ans on en est revenu au système original selon lequel la Commission canadienne du blé était entièrement autonome. Le coordonnateur du transport des céréales n'est plus là que pour la forme. Il sert parfois de bouc émissaire, mais il n'a rien à voir avec le régime de zones, ni avec la présentation et la répartition des wagons. Il ne sert à rien. Le député de Wetaskiwin a également oublié de faire remarquer que le succès du système dépend des 12,000 wagons qui ont soudainement été mis à la disposition du coordonnateur du transport des céréales. Il n'a pas mentionné non plus qu'après trois ans les idées du coordonnateur ont toutes été écartées, et qu'on est revenu au système original.

Dans son mémoire au Comité des transports, la Commission canadienne du blé affirmait que, même si le coordonnateur du transport des céréales ne lui nuisait pas vraiment, il ne lui était pas non plus très utile. La Commission l'endure, et il fait un bon bouc émissaire. Cependant, en ce qui concerne le fonctionnement du système, il n'a aucune utilité.

Transport du grain de l'Ouest—Loi

J'ai appris ce soir un nouveau mot du député de Crowfoot qui a dit que c'était une «illucination», ou peut-être une «hallucination», de croire que la Commission canadienne du blé était efficace. Encore une fois, le député de Crowfoot a négligé de dire que 12,000 wagons étaient disponibles. C'est pourquoi tout ce que fait le coordonnateur sera mieux qu'auparavant, mais le système que nous avons actuellement est le plus efficace, et cela n'a rien à voir avec la nomination d'un administrateur en vertu de ce projet de loi, ni avec l'existence d'un coordonnateur nommé par l'administration précédente.

Je me demande par ailleurs pourquoi le député de Parkdale-High Park (M. Flis) fait à ce point confiance à un témoin plutôt qu'à un député. Le député comprend-il les motifs du maire qui a présenté l'exposé dont il parle? Il a affirmé que ses propos étaient pertinents. Cependant, ce maire va être le candidat du parti libéral dans Cranbrook; dans quelques semaines, le ministre des Transports et le ministre des Finances (M. Lalonde) iront le couronner candidat.

Il faut étudier les motions 55 et 56, et je dois dire que tous les propos pertinents, du moins selon ces gens, n'ont vraiment pas beaucoup d'importance.

M. le vice-président: La présidence hésite à interrompre l'honorable député pour une question de pertinence, mais le temps qui lui a été alloué est expiré. Il ne peut continuer que s'il a le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: Oui.

Des voix: Non.

M. Ted Miller (Nanaimo-Alberni): Monsieur le Président, je suis heureux de participer ce matin à une discussion sur ce qui est, à mon avis, un amendement très important. Selon moi, cet amendement protège l'autonomie de la Commission canadienne du blé et empêche le ministre des Transports (M. Axworthy) de prendre en main un aspect très important du transport ferroviaire du grain. Mon intervention de ce soir à la Chambre me rappelle ce que mes collègues du Parti néo-démocrate de la Colombie-Britannique ont fait au cours des deux derniers mois. Ils ont essayé d'empêcher le gouvernement d'agir ou d'adopter des lois en ayant les gens à l'usure. C'est exactement ce que les conservateurs et les libéraux font à la Chambre ce soir pour un projet de loi très important, particulièrement pour les céréaliculteurs des Prairies.

Cette loi changera toute la collectivité rurale des provinces du Centre. Je peux maintenant mieux apprécier les efforts de mes collègues de la Colombie-Britannique qui ont essayé d'empêcher le gouvernement de coalition de la Colombie-Britannique de mettre en œuvre un programme de vengeance qui visait à abolir l'autorité des commissions scolaires locales et des conseils d'administration des hôpitaux, à faire disparaître les droits de négociation collective, les droits à un loyer juste, et le droit à une Commission des droits de la personne adéquate. Nous agissons ici de la même façon; le gouvernement et l'opposition officielle refusent de voir quelle serait la portée de cet amendement.